États financiers de

# **ACASTI PHARMA INC.**

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013



KPMG s.r.I./s.e.n.c.r.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100 Télécopieur (514) 840-2187 Internet www.kpmg.ca

#### RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT

Aux actionnaires d'Acasti Pharma Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Acasti Pharma Inc., qui comprennent les états de la situation financière au 28 février 2015 et 2014, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 28 février 2015, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers (consolidés)

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers (consolidés) conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Acasti Pharma Inc. au 28 février 2015 et 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 28 février 2015, conformément aux IFRS telles que publiées par l'IASB.

May 27, 2015

Montréal, Canada

\*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119178

LPMG A.H.l. S.E.N. C.R.L.

États financiers

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# États financiers

États de la situation financière	1
États du résultat global	2
États des variations des capitaux propres	3
Tableaux des flux de trésorerie	5
Notes afférentes aux états financiers	6

États de la situation financière

28 février 2015 et 2014

	28 février	28 février
	2015	2014
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	1 310 556 \$	675 490 \$
Placements à court terme (note 17 e))	17 071 344	23 025 951
Clients et autres débiteurs (note 4) À recevoir d'une société sous contrôle commun	384 886 49 658	919 371 49 658
À recevoir de la société mère	49 058	49 658 47 140
Crédits d'impôt à recevoir (note 6)	419 992	134 120
Stocks (note 7)	87 370	261 431
Charges payées d'avance	318 457	703 497
	19 642 263	25 816 658
Immobilisations corporelles (note 8)	69 937	38 941
Immobilisations incorporelles (note 9)	17 495 905	19 776 204
Total des actifs	37 208 105 \$	45 631 803 \$
Passifs courants Fournisseurs et autres créditeurs (note 10)	1 083 847 \$	1 170 828 \$
À payer à la société mère (note 5 b))	538 531	
	1 622 378	1 170 828
Passifs dérivés liés aux bons de souscription (notes 11 d) et 19)	2 357 408	11 181 475
Total des passifs	3 979 786	12 352 303
Capitaux propres		
Capital social (note 11 a))	61 627 743	61 027 307
Bons de souscription (note 11 d))	_	406 687
Surplus d'apport	4 911 381	3 501 587
	(33 310 805)	(31 656 081)
Déficit  Tatal des assitants grandes	22.220.240	22 270 500
Total des capitaux propres	33 228 319	33 279 500
Total des capitaux propres Engagements et éventualités (note 18)	33 228 319	33 279 500
	33 228 319	33 279 500

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil :

/s/ Jerald Wenker Jerald Wenker /s/ Valier Boivin
Valier Boivin

Président du Conseil d'administration

Administrateur

États du résultat global

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

	28 février	28 février	28 février
	2015	2014	2013
Draduits provenent des ventes	270 615 \$	500 875  \$	724 196 \$
Produits provenant des ventes Coût des ventes (note 7)	(235 091)	(291 853)	(406 371)
Marge brute	35 524	209 022	317 825
Frais généraux et charges administratives Charges de recherche et de développement,	(5 908 268)	(6 711 533)	(4 288 542)
après crédits d'impôt de 264 270 \$ (269 591 \$ en 2014; 370 259 \$ en 2013)	(6 521 717)	(4 297 195)	(3 009 016)
Résultat des activités opérationnelles	(12 394 461)	(10 799 706)	(6 979 733)
Produits financiers (note 13)	10 743 797	813 842	90 058
Charges financières (note 13)	(4 060)	(1 625 785)	(2 685)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	10 739 737	(811 943)	87 373
Perte nette et résultat global pour l'exercice	(1 654 724) \$	(11 611 649) \$	(6 892 360)\$
Perte par action, de base et diluée (note 15)	(0,02) \$	(0,14) \$	(0,09)\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 15)	106 177 039	84 368 933	72 754 436

États des variations des capitaux propres

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

	Capita	al social	Bons de	Surplus		
	Nombre	Valeur	souscription	d'apport	Déficit	Total
Solde au 28 février 2014	105 862 179	61 027 307 \$	406 687 \$	3 501 587 \$	(31 656 081) \$	33 279 500
Perte nette et résultat global						
pour l'exercice	_	-	_	_	(1 654 724)	(1 654 724)
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres Apports des propriétaires et distributions aux propriétaires	105 862 179	61 027 307	406 687	3 501 587	(33 310 805)	31 624 776
Transactions dont le paiement	•			4 === = + = =		
est fondé sur des actions (note 1		-	_	1 553 543	_	1 553 543
Options sur actions exercées (note Unités libérés (note 14)	200 000 381 833	50 000	_	(EEO 436)	-	50 000
Expiration des bons	201 022	550 436	_	(550 436)	_	_
de souscription (note 11 d))	_	_	(406 687)	406 687	_	_
Total des apports et des			, ,			
distributions aux propriétaires	581 833	600 436	(406 687)	1 409 794	_	1 603 543
Solde au 28 février 2015	106 444 012	61 627 743 \$	- \$	4 911 381 \$	(33 310 805) \$	33 228 319
Solde au 28 février 2013	73 107 538	28 922 710 \$	406 687 \$	438 711 \$	(20 044 432) \$	9 723 676 \$
Perte nette et résultat global pour l'exercice	_	-	_	_	(11 611 649)	(11 611 649)
	73 107 538	28 922 710	406 687	438 711	(31 656 081)	(1 887 973)
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres Apports des propriétaires et distributions aux propriétaires						
Offre publique (note 11 b))	18 400 000	12 396 535	-	-	-	12 396 535
Placement privé (note 11 c)) Émission d'actions pour paiement de redevances par	1 616 542	2 067 605	-	-	-	2 067 605
anticipation (note 18) Transactions dont le paiement	6 750 000	15 496 000	-	_	-	15 496 000
est fondé sur des actions (note 1	•	_	-	3 441 719	_	3 441 719
Bons de souscription exercés	5 432 350	1 358 088	_	- (04.763)	_	1 358 088
Options sur actions exercées (note Unités libérés (note 14)	14) 296 500 259 249	492 289	_	(84 763)	_	407 526
, ,	259 249	294 080		(294 080)		
Total des apports et des distributions aux propriétaires	32 754 641	32 104 597	-	3 062 876	_	35 167 473

États des variations des capitaux propres

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

	Capita	al social	Bons de	Surplus		
	Nombre	Valeur	souscription	d'apport	Déficit	Total
Solde au 29 février 2012	72 636 888	28 614 550 \$	313 315 \$	(1 306 451) \$	(13 152 072) \$	14 469 342 \$
Perte nette et résultat global pour l'exercice	_	_	-	-	(6 892 360)	(6 892 360)
	72 636 888	28 614 550	313 315	(1 306 451)	(20 044 432)	7 576 982
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres Apports des propriétaires et distributions aux propriétaires						
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	_	-	93 372	1 823 845	_	1 917 217
Bons de souscription exercés Options sur actions exercées	353 150 117 500	88 289 219 871	<u>-</u> -	– (78 683)	<u>-</u> -	88 289 141 188
Total des apports et des distributions aux propriétaires	470 650	308 160	93 372	1 745 162	-	2 146 694
Solde au 28 février 2013	73 107 538	28 922 710 \$	406 687 \$	438 711 \$	(20 044 432) \$	9 723 676 \$

Tableaux des flux de trésorerie

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

	28 février	28 février	28 février
	2015	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Perte nette pour l'exercice	(1 654 724) \$	(11 611 649) \$	(6 892 360) \$
Ajustements :	(1 054 724) \$	(11 011 045) \$	(0 032 300) -
Amortissement des immobilisations corporelles	3 654	5 337	7 886
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 331 569	1 768 500	657 144
Rémunération à base d'actions	1 553 543	3 441 719	1 917 217
Charges nettes financières (produits financiers nets)	(10 739 737)	811 943	(87 373)
(Perte) gain de change réalisé	1 606	(92 944)	12 669
	(8 504 089)	(5 677 094)	(4 384 817)
Variation nette des éléments hors caisse			
du fonds de roulement			
Clients et autres débiteurs	534 485	(468 533)	(8 120)
À recevoir d'une société sous contrôle commun et de la société mère	47 140	(47 140)	=
Crédits d'impôt à recevoir	(285 872)	201 381	254 901
Stocks	174 061	(39 306)	377 331
Charges payées d'avance	385 040	(686 806)	24 959
Fournisseurs et autres créditeurs	(86 981)	463 945	(288 779)
À payer à la société mère	538 531	(417 167)	995 832
Redevances à payer à la société mère	_	(133 817)	479 801
	1 306 404	(1 127 443)	1 835 925
Sortie nette liée aux activités opérationnelles	(7 197 685)	(6 804 537)	(2 548 892)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Intérêts reçus	40 995	98 132	1 778
Acquisition d'immobilisations corporelles	(34 650)	(25 000)	_
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(51 270)	(123 610)	(103 068)
Acquisition de placements à court terme	(14 478 186)	(25 395 800)	
Échéance des placements à court terme	22 149 888	6 000 000	2 000 000
Rentrée (sortie) nette liée aux activités d'investissement	7 626 777	(19 446 278)	1 898 710
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Produit net de l'offre publique (note 11 b))	_	21 953 200	_
Produit net du placement privé (note 11 c))	_	2 067 605	_
Produit de l'exercice de bons de souscription et d'options	50 000	972 177	229 477
Frais d'émission d'actions	=	(29 000)	_
Intérêts payés	(4 060)	(975)	(2 685)
Rentrée nette liée aux activités de financement	45 940	24 963 007	226 792
Gain de change sur trésorerie détenue en devises étrangères	160 034	766 730	30 148
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	635 066	(521 078)	(393 242)
Trésorerie au début de l'exercice	675 490	1 196 568	1 589 810
Trésorerie à la fin de l'exercice	1 310 556 \$	675 490 \$	1 196 568 \$
Informations sur les flux de trésorerie :			
Transactions hors caisse:	*	45 535 000 ¢	
Émission d'actions ordinaires (note 18)	- \$	15 525 000 \$	- \$
Redevances réglées en action (note 18)	-	395 068	_
Acquisition d'immobilisation incorporelle (note 18)	-	15 129 932	_
Bons de souscription exercés par Neptune			
appliqués contre les payables		793 437	-

Notes afférentes aux états financiers

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 1. Entité présentant l'information financière

Acasti Pharma Inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec (anciennement Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (Québec)). La Société est domiciliée au Canada et le siège social est situé au 545, Promenade du Centropolis, Laval, Québec H7T 0A3. La Société est une filiale de Neptune Technologies et Bioressources Inc. (« Neptune »). (la Société, le parent et NeuroBioPharm Inc. (« NeuroBioPharm »), une société sœur, collectivement désignées comme le « groupe »).

Le 7 août 2008, la Société a commencé à exercer ses activités après avoir acquis de Neptune une licence exclusive mondiale afin de développer et de commercialiser, en utilisant la technologie et la propriété intellectuelle, de nouveaux produits ciblant les maladies cardiovasculaires humaines. La propriété intellectuelle de Neptune est liée aux procédés d'extraction des biomasses marines, telles que le krill. Les produits visent les applications dans les créneaux des médicaments en vente libre, des aliments médicaux et des médicaments sous prescription.

Les opérations consistent à développer de nouveaux produits et à réaliser des essais cliniques sur les animaux et les humains. La quasi-totalité des dépenses de recherche et de développement, administration et dépenses en capital depuis le début de l'exploitation sont reliées au projet décrit ci-dessus.

La Société est exposée à un certain nombre de risques reliés à la réussite du développement de nouveaux produits, à la réalisation de ses études cliniques et aux résultats de ces dernières, à la commercialisation, à la rencontre des objectifs de développement établis par Neptune dans l'entente de licence et à la conclusion d'alliances stratégiques. La Société a subi, depuis le début de l'exploitation, des pertes d'exploitation considérables et des flux de trésorerie négatifs liées à l'exploitation. À ce jour, la Société a financé ses activités par l'offre publique et le placement privé des actions ordinaires, le produit de l'exercice des bons de souscription, des droits et des options, et les crédits d'impôt à la recherche. Afin d'atteindre les objectifs de son plan d'affaires, la Société prévoit faire des alliances stratégiques, réunir les capitaux nécessaires et réaliser des ventes. Il est prévu que les produits développés par la Société nécessiteront l'approbation du U.S. Food and Drug Administration et d'organismes internationaux similaires avant que leur vente ne soit permise. La capacité de la Société d'atteindre ultimement des opérations rentables est dépendante d'un certain nombre de facteurs hors du contrôle de la Société.

## 2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Ces états financiers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (l' « IASB »).

La publication des états financiers a été approuvée par le conseil d'administration le 27 mai 2015.

b) Base d'évaluation

Les états financiers ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour :

- les paiements fondés sur les actions qui sont mesurés selon IFRS 2, Paiements fondés sur des actions (note 3 f) ii)); et
- passifs dérivés liés aux bons de souscription mesurés à la juste valeur sur une base récurrente (note 19).
- c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisons.

Les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers incluent :

L'identification d'événements déclencheurs indiquant que les actifs incorporels pourraient être dépréciés (note 3 e) ii)).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 2. Base d'établissement (suite)

- d) Utilisation d'estimations et recours au jugement (suite)
  - L'évaluation de l'hypothèse de la continuité d'exploitation comme base d'établissement des états financiers. À chaque date de clôture, la direction évalue la base d'établissement des états financiers. Ces états financiers ont été dressés selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation selon les IFRS. L'hypothèse de la continuité de l'exploitation suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours de l'exercice suivant incluent :

- L'évaluation des passifs dérivés liés aux bons de souscription (note 19) et les paiements fondés sur des actions (note 14).
- Répartition des coûts partagés entre les entités du groupe de Neptune (note 5).

La direction doit aussi interpréter selon son meilleur jugement les critères d'admissibilité de ses dépenses au titre de la recherche et développement (« R&D ») dans l'évaluation du montant des crédits d'impôt à la R&D. La Société constate les crédits d'impôt une fois qu'elle a l'assurance raisonnable qu'ils seront réalisés. Les crédits d'impôt constatés sont soumis à l'étude et à l'approbation par les autorités fiscales, et, par conséquent, les montants pourraient être différents des montants comptabilisés.

#### 3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à tous les exercices présentés dans les présents états financiers.

### a) Instruments financiers

#### i) Actifs financiers non dérivés

La Société détient les actifs financiers non dérivés suivants : trésorerie, placements à court terme et créances.

La Société comptabilise initialement les prêts et créances à la date à laquelle ils ont été générés.

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou que la Société transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Tout droit créé ou maintenu par la Société sur les actifs financiers transférés est comptabilisé séparément dans les actifs ou les passifs.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans les états de la situation financière, si, et seulement si, la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

Les prêts et créances comprennent la trésorerie, les clients et autres débiteurs et les placements à court terme ayant une échéance de moins d'un an.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes de trésorerie et les placements très liquides ayant une échéance de trois mois ou moins au moment de l'achat. Les découverts bancaires remboursables sur demande qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie de la Société constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### Principales méthodes comptables (suite)

#### a) Instruments financiers (suite)

#### ii) Passifs financiers non dérivés

La Société comptabilise initialement les titres de créance émis et les créances subordonnées à la date à laquelle ils ont été créés.

Le Société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

La Société détient les passifs financiers non dérivés suivants : fournisseurs et autres créditeurs et payable à la société mère.

Ces passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### iii) Capital social

#### Actions ordinaires

Les actions de catégorie A sont classés dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

#### iv) Instruments financiers dérivés

La Société a émis des dérivés classés à titre de passif portant sur des instruments de capitaux propres de la Société. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés dans le bénéfice ou la perte à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées immédiatement dans le bénéfice ou la perte.

#### v) Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Les bons de souscription, les options et les droits qui ne sont pas émis dans le cadre de transactions de paiements fondés sur des actions et qui ne rencontrent pas la définition d'instrument financier dérivé sont comptabilisés dans les capitaux propres.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières est déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des stocks fabriqués et des travaux en cours est déterminé selon la méthode du coût par projet et comprend les coûts d'acquisition, de production ou de transformation, les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'une portion adéquate de frais généraux de production en fonction de la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des activités, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

# c) Immobilisations corporelles

#### Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût des actifs produits par la Société pour ellemême comprend les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre directe, tous les autres coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement d'un actif en vue de son utilisation attendue, les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement des immobilisations et à la remise en état du site sur lequel elles sont situées, de même que les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés.

Les logiciels achetés qui sont essentiels à la fonctionnalité du matériel connexe sont incorporés dans le coût de ce matériel.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (principales composantes) des immobilisations corporelles.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 3. Principales méthodes comptables (suite)

- c) Immobilisations corporelles (suite)
  - i) Comptabilisation et évaluation (suite)

Le montant des profits et des pertes résultant de la sortie d'une immobilisation corporelle est déterminé par la comparaison du produit de la sortie avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle, et il est comptabilisé dans le bénéfice (la perte) sur la base du montant net.

#### ii) Coûts ultérieurs

Le coût lié au remplacement d'une partie d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cette partie d'immobilisation reviennent à la Société, et si son coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts d'entretien courant d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) lorsqu'ils sont engagés.

#### iii) Amortissement

L'amortissement est comptabilisé dans le bénéfice ou la perte selon le mode linéaire ou le mode dégressif sur la durée d'utilité estimée de chaque partie d'une immobilisation corporelle, étant donné que ce mode reflète le plus étroitement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif.

Les durées d'utilité estimées pour l'exercice en cours et les exercices comparatifs sont les suivantes :

Actif	Méthode	Période/taux
Mobilier et matériel de bureau	Dégressif	De 20 % à 30 %
Matériel informatique	Linéaire	De 3 à 4 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque fin d'exercice et ajustés prospectivement au besoin.

#### d) Immobilisations incorporelles

## i) Recherche et développement

Les dépenses de recherche engagées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) lorsqu'elles sont engagées.

Les activités de développement supposent l'existence d'un plan ou d'un modèle visant la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés. Les dépenses de développement ne sont inscrites à l'actif que si les frais de développement peuvent être évalués de façon fiable, si le produit ou le procédé est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, si la Société a l'intention d'achever le développement de l'actif, de le mettre en service ou de le vendre, et s'il possède suffisamment de ressources pour le faire. Les dépenses inscrites à l'actif comprennent le coût des matières premières, les coûts de la main-d'œuvre directe, les frais généraux directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue et les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés pour. Les autres dépenses de développement sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses de développement inscrites à l'actif sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. En date des exercices présentés, la Société n'avait inscrit aucuns frais de développement à l'actif.

# ii) Autres immobilisations incorporelles

### **Brevets**

Les brevets pour les technologies qui ne sont plus en phase de recherche sont comptabilisés au coût. Les coûts de brevets incluent les frais juridiques engagés, ainsi que les frais d'application pour obtenir ces brevets. Lorsque la technologie est toujours en phase de recherche, ces coûts sont passés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 3. Principales méthodes comptables (suite)

- d) Immobilisations incorporelles (suite)
  - ii) Autres immobilisations incorporelles (suite)

#### Licence

Les licences acquises par la Société, qui ont une durée d'utilité déterminée, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

#### iii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures ne sont inscrites à l'actif que lorsqu'elles donnent lieu à un accroissement des avantages économiques futurs associés à l'actif auquel elles correspondent. Toutes les autres dépenses, y compris celles qui se rattachent au goodwill et aux marques générés en interne, sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) lorsqu'elles sont engagées.

#### iv) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé dans le bénéfice (la perte) selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles, à partir de la date de leur mise en service, étant donné que ce mode reflète le plus étroitement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Les durées d'utilité estimées pour l'exercice en cours et les exercices comparatifs sont les suivantes :

Actif	Période
Brevets	20 ans
Licence	8 à 14 ans

#### e) Dépréciation

# i) Actifs financiers (y compris les créances)

Les actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimée de façon fiable.

Sont considérés comme une indication objective de dépréciation d'un actif financier : un défaut de paiement par un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la Société selon des modalités que cette dernière n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances, la probabilité de faillite du débiteur ou de l'émetteur, ou la disparition d'un marché actif pour un actif financier.

La Société prend en compte si des indications de dépréciation des créances existent à la fois individuellement et collectivement. Toutes les créances qui sont individuellement significatives sont soumises à un test de dépréciation individuel. Toutes les créances qui sont individuellement significatives et qui n'ont pas subi de perte de valeur individuellement sont soumises collectivement à un test visant à déceler toute dépréciation qui pourrait exister, mais qui n'a pas encore été identifiée. Les créances qui ne sont pas individuellement significatives sont soumises collectivement à un test de dépréciation en regroupant les créances présentant des caractéristiques de risques similaires.

Pour l'évaluation collective de la dépréciation, la Société a recours aux tendances historiques de la probabilité de défaut, à l'échéancier des recouvrements et au montant des pertes subies, après ajustement pour tenir compte du jugement de la direction quant à la question de savoir si la conjoncture et les conditions du crédit sont telles qu'il est probable que les pertes réelles soient plus élevées ou moins élevées que ne le portent à croire les tendances historiques.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) et portées en diminution des créances dans un compte de correction de valeur. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans le bénéfice (la perte).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### ii) Actifs non financiers:

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et crédits d'impôt à recevoir à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »).

Les actifs de support de la Société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie distinctes. S'il existe un indice qu'un actif de support a pu se déprécier, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices antérieurs sont évaluées chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

# f) Avantages du personnel

#### i) Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus.

Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes en trésorerie à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

#### ii) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribuées à des membres du personnel est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport en contrepartie, au cours de la période où les membres du personnel acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. La juste valeur à la date d'attribution tient compte des conditions de performance de marché lorsqu'elles sont applicables. Le montant comptabilisé dans les charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé dans les charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché à la date d'acquisition des droits.

Les accords de paiement fondé sur des actions aux termes desquels la Société reçoit des biens ou des services en contrepartie de ses propres instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres, indépendamment de la manière dont la Société a obtenu ces instruments de capitaux propres.

Les transactions dont le paiement est fondé sur des actions incluent celles déclenchées par Neptune en faveur des administrateurs, des dirigeants, des employés et des consultants fournissant des services au groupe consolidé. Puisque la Société n'est nullement tenue de régler ces transactions, elle les comptabilise comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui sont réglées en instruments de capitaux propres.

La charge constatée par la Société aux termes de ces transactions correspond à la tranche estimée des services que les bénéficiaires fournissent à la Société par rapport à l'ensemble des services qu'ils fournissent au groupe de sociétés Neptune.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### f) Avantages du personnel (suite)

#### iii) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges si la Société est manifestement engagée et a un plan formalisé et détaillé, sans possibilité réelle de se rétracter, à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de fin de contrat de travail versées par suite d'un départ volontaire sont comptabilisées en charges si la Société a effectué une offre pour encourager les départs volontaires, s'il est probable que l'offre soit acceptée et si l'on peut déterminer de manière fiable le nombre de personnes qui accepteront l'offre. Si les indemnités sont à verser plus de 12 mois après la fin de l'exercice, elles sont comptabilisées à leur valeur actualisée.

#### g) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. La désactualisation est comptabilisée en charges financières.

#### i) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages que la Société s'attend à recevoir d'un contrat sont inférieurs aux coûts inévitables qu'elle devra engager pour satisfaire les obligations contractuelles. La provision est évaluée à la valeur actualisée du montant le moins élevé entre le coût attendu de la résiliation du contrat et le coût net attendu de la poursuite de l'exécution du contrat. Avant d'établir une provision, la Société comptabilise toute perte de valeur sur les actifs associés à ce contrat.

#### ii) Passif éventuel

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la Société, ou d'une obligation actuelle résultant d'événements passés (donc l'obligation existe), mais qui n'est pas comptabilisée car il est improbable que le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques soient nécessaires pour éteindre l'obligation; ou que le montant de l'obligation en question ne puisse pas faire l'objet d'une estimation raisonnable.

# h) Produits

#### Ventes de biens

Les produits provenant de la vente de biens dans le cadre des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des retours. Les produits sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, le recouvrement de la contrepartie est probable, les coûts associés aux biens et les retours possibles des biens peuvent être évalués de façon fiable, il n'y a plus d'intervention continue de la direction en ce qui concerne les biens, et le montant des produits peut être évalué de façon fiable. S'il est probable que des remises soient accordées et que le montant peut être évalué de façon fiable, la remise est comptabilisée comme une réduction des produits au moment de la comptabilisation des ventes.

Le moment du transfert des risques et avantages varie selon les conditions propres à chaque contrat de vente.

### i) Contribution gouvernementale

La contribution gouvernementale, qui consiste en subventions et en crédits d'impôt, est constatée en tant que réduction des charges y afférentes ou du coût de l'élément d'actif qui est acquis. La contribution gouvernementale est comptabilisée lorsque la Société est en droit de la recevoir et qu'il existe une certitude raisonnable que la Société a respecté les conditions du programme de subventions approuvé et qu'il existe une certitude raisonnable qu'ils seront recus.

Les subventions qui compensent les charges engagées sont systématiquement comptabilisées dans le bénéfice (la perte) en reduction de ces charges au cours des exercices où ces charges sont comptabilisées. Quant aux subventions qui compensent le coût d'un actif, elles sont systématiquement comptabilisées dans le bénéfice (la perte) sur la durée d'utilité de l'actif.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### i) Paiements au titre de location

Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés comme étant constitutifs du total de la charge locative, sur la durée du contrat de location.

Les paiements minimaux au titre de la location qui sont versés aux termes d'un contrat de location-financement doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière doit être affectée à chaque exercice couvert par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les loyers conditionnels sont comptabilisés pendant l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

### k) Monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte).

#### I) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts tirés de sommes investies et les variations de la juste valeur de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits d'intérêts courus sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte), selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les emprunts, la désactualisation des provisions, les variations de la juste valeur de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que les pertes de valeur comptabilisées sur des actifs financiers. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les profits ou les pertes de change sont présentés pour leur montant net.

La Société constate ses produits d'intérêts comme étant une composante des activités d'investissement et les charges d'intérêts comme une composante des activités de financement dans les tableaux des flux de trésorerie.

### m) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte), sauf dans la mesure où ils se rapportent à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### m) Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles à la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale). L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément. Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

#### n) Résultat par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions de catégorie A. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de catégorie A de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation au cours de l'exercice, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de catégorie A et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, lesquelles englobent les débentures convertibles, les actions rachetables, les bons de souscription et les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

## o) Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante de la Société qui se livre à des activités ordinaires dont elle peut tirer des produits et pour lesquelles elle peut engager des charges. La Société compte un secteur d'activité isolable : développer et commercialiser des applications pharmaceutiques découlant de ses droits sous licence pour les maladies cardiovasculaires. La majorité des actifs de la Société sont situés au Canada.

#### p) Modifications comptables

# Modification comptable future :

Un certain nombre de nouvelles normes et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore à l'exercice terminé le 28 février 2015, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers.

#### i) Instruments financiers

Le 24 juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié la version finale de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui porte sur le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, la dépréciation et la comptabilité de couverture, remplaçant l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9, et n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 9 de façon anticipée dans ses états financiers consolidés.

## ii) Produits

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. L'IFRS 15 remplacera entre autres l'IAS 18, Produits des activités ordinaires. Cette norme comprends un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches pour comptabiliser les produits : à un moment précis ou progressivement. Le modèle propose une analyse des transactions en cinq étapes en fonction du contrat pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés, le montant des produits comptabilisés et le moment où ils le sont. De nouveaux seuils quant aux estimations et au jugement ont été introduits, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant et/ou le moment où les produits sont comptabilisés. La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, et n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 15 de façon anticipée dans ses états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 4. Clients et autres débiteurs

	28 février 2015	28 février 2014
Clients	250 313 \$	395 128 \$
Taxes de vente à recevoir	134 573	524 243
	384 886 \$	919 371 \$

L'exposition de la Société aux risques de crédit et de change relatifs aux clients et autres débiteurs est présentée à la note 17.

#### 5. Parties liées

a) Frais d'administration et frais de recherche et de développement

Neptune a facturé à la Société certaines charges engagées pour cette dernière et des redevances, comme suit :

	28 février	28 février	28 février
	2015	2014	2013
Frais d'administration	1 617 108 \$	1 037 766 \$	943 264 \$
Charges de recherche et de développement, avant crédits d'impôt	681 219	545 908	678 439
Redevances (note 18)	-	228 219	450 342
	2 298 327 \$	1811893\$	2 072 045 \$

Lorsque Neptune engage des frais marginaux pour le compte de la Société, elle lui facture ceux-ci directement. Les coûts engagés qui bénéficient à plus d'une entité du groupe de Neptune sont facturés au moyen d'une allocation d'une fraction des frais engagés par Neptune qui est proportionnelle à la fraction des services ou des bénéfices estimatifs reçus par chacune des entités pour ces items.

Ces frais ne comprennent pas toutes les charges engagées par Neptune pour le compte de la Société puisque Neptune n'alloue pas, entre autres, certaines charges de bureau communes et ne facture pas d'intérêts sur ses créances. De plus, ces frais ne représentent pas nécessairement le coût que la Société devrait autrement engager si elle ne recevait pas ces services et bénéfices au moyen des ressources partagées par Neptune ou si elle ne recevait pas de financement de Neptune. Au 28 février 2015, un montant de néant est inclus dans les charges payées d'avances relié à ces frais (320 349 \$ en 2014)

#### b) Produits provenant des ventes

Durant les exercices terminé les 28 février 2015 et 2014, la Société a réalisé des ventes auprès de Neptune pour un montant de néant (41 000 \$ en 2013). Ces opérations ont été réalisées dans le cours normal des activités.

### c) À payer à la société mère

Le montant à payer à la société mère n'avait pas de date d'échéance précise aux fins de paiement ou de remboursement et ne portait pas intérêt.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 5. Parties liées (suite)

### d) Rémunération des principaux dirigeants

Les membres du conseil d'administration et certains dirigeants sont les principaux dirigeants de la Société. Ils contrôlent 2 % des actions avec droit de vote de la Société (2% en 2014 et 3% en 2013).

La rémunération des principaux dirigeants inclut les montants suivants pour les exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013 :

	28 février	28 février	28 février
	2015	2014	2013
Avantages du personnel à court terme	741 639 \$	630 569 \$	887 596 \$
Indemnités	174 950	–	-
Paiements fondés sur des actions	1 339 361	2 439 254	1 504 471
	2 255 950 \$	3 119 573 \$	2 392 067 \$

#### 6. Crédits d'impôt à recevoir

Les crédits d'impôt comprennent les crédits d'impôt à l'investissement en recherche et développement à recevoir du gouvernement provincial qui sont liés aux dépenses en recherche et développement qualifiables en vertu des lois fiscales applicables. Les montants comptabilisés comme débiteurs sont soumis à une vérification fiscale et les montants définitifs reçus peuvent différer de ceux enregistrés.

Les crédits d'impôt fédéraux inutilisés sont disponibles pour réduire les impôts futurs et viennent à échéance comme suit :

	1 946 000 \$
2035	542 000
2034	436 000
2033	441 000
2032	431 000
2031	45 000
2030	40 000
2029	11 000 \$

# 7. Stocks

	28 février 2015	28 février 2014
Matières premières	39 195 \$	39 753 \$
Produits en cours	1 032	219 593
Produits finis	47 143	2 085
	87 370 \$	261 431 \$

Pour l'exercice terminé le 28 février 2015, le coût des ventes de 235 091 \$ (291 853 \$ en 2014 et 406 371 \$ en 2013) comprend le coût de stocks de 233 821 \$ (284 410 \$ en 2014 et 391 821 \$ en 2013) qui se compose de matières premières, de la variation des produits en cours et des produits finis, et d'autres coûts de 1 270 \$ (7 443 \$ en 2014 et 14 550 \$ en 2013).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 8. Immobilisations corporelles

	Mobilier et matériel de bureau	Matériel informatique	Dépôt sur matériel	Total
6.0				
Coût:	50.70¢ Å	2 504 6		62 20 <del>7</del> 6
Solde aux 29 février 2012 et 28 février 2013	58 706 \$	3 691 \$	-\$	62 397 \$
Acquisitions		_	25 000	25 000
Solde au 28 février 2014	58 706	3 691	25 000	87 397
Acquisitions	_	_	34 650	34 650
Solde au 28 février 2015	58 706	3 691	59 650	122 047
Amortissement cumulé :	22.704	2.452		25.222
Solde au 29 février 2012	32 781	2 452	_	35 233
Amortissement pour l'exercice	6 952	934	_	7 886
Solde au 28 février 2013	39 733	3 386	_	43 119
Amortissement pour l'exercice	5 032	305	_	5 337
Solde au 28 février 2014	44 765 \$	3 691 \$	_	48 456
Amortissement pour l'exercice	3 654	-	_	3 654
Solde au 28 février 2015	48 419 \$	3 691 \$	-\$	52 110 \$
Valeur nette comptable :				
28 février 2014	13 941 \$	- \$	25 000 \$	38 941 \$
28 février 2015	10 287		59 650	69 937 \$

Les charges d'amortissement pour les exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013 ont été enregistrées dans les frais généraux et charges administratives dans les états du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 9. Immobilisations incorporelles

	Brevets	Licence	Total
Coût :			
Solde aux 29 février 2012	<b>-</b> \$	9 200 000 \$	9 200 000 \$
Acquisitions	103 068		103 068
Solde au 28 février 2013	103 068	9 200 000	9 303 068
Acquisitions (note 18)	123 610	15 129 932	15 253 542
Solde au 28 février 2014	226 678	24 329 932	24 556 610
Acquisitions	51 270	_	51 270
Solde au 28 février 2015	277 948	24 329 932	24 607 880
Amortissement cumulé :			
Solde au 29 février 2012	-	2 354 762	2 354 762
Amortissement pour l'exercice	_	657 144	657 144
Solde au 28 février 2013	_	3 011 906	3 011 906
Amortissement pour l'exercice	906	1 767 594	1 768 500
Solde au 28 février 2014	906	4 779 500	4 780 406
Amortissement pour l'exercice	8 741	2 322 828	2 331 569
Solde au 28 février 2015	9 647 \$	7 102 328 \$	7 111 975 \$
Valeur nette comptable :			
28 février 2014	225 772 \$	19 550 432 \$	19 776 204 \$
28 février 2015	268 301	17 227 604	17 495 905

Les charges d'amortissement pour les exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013 ont été enregistrées dans les frais généraux et charges administratives dans les états du résultat global.

## 10. Fournisseurs et autres créditeurs

	28 février 2015	28 février 2014
Fournisseurs	246 516 \$	319 683 \$
Charges à payer et autres créditeurs	661 625	613 526
Salaires et avantages du personnel à payer	175 706	237 619
	1 083 847 \$	1 170 828 \$

L'exposition de la Société aux risques de change et de liquidité relatifs aux fournisseurs et autres créditeurs est présentée à la note 17.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 11. Capital et autres composantes des capitaux propres

#### a) Capital social

#### Autorisé

#### Nombre illimité d'actions de

- > Catégorie A, avec droit de vote (un vote par action), participantes et sans valeur nominale.
- ➤ Catégorie B, avec droit de vote (dix votes par action), non participantes, sans valeur nominale et dividende annuel maximal non cumulatif de 5 % sur le montant versé pour lesdites actions. Les actions de catégorie B sont convertibles, au gré du détenteur, en actions de catégorie A, sur une base de 1 pour 1. Les actions de catégorie B sont rachetables au gré du détenteur à un prix de 0,80 \$ par action, sous réserve de certaines conditions.¹
- Catégorie C, sans droit de vote, non participantes, sans valeur nominale et dividende annuel maximal non cumulatif de 5 % sur le montant versé pour lesdites actions. Les actions de catégorie C sont convertibles, au gré du détenteur, en actions de catégorie A, sur une base de 1 pour 1. Les actions de catégorie C sont rachetables au gré du détenteur à un prix de 0,20 \$ par action, sous réserve de certaines conditions.<sup>1</sup>
- Catégories D et E, sans droit de vote, non participantes, sans valeur nominale et dividende mensuel variable non cumulatif de 0,5 % à 2 % sur le montant versé pour lesdites actions. Les actions de catégories D et E sont convertibles, au gré du détenteur, en actions de catégorie A, sur une base de 1 pour 1. Les actions de catégories D et E sont rachetables au gré du détenteur, sous réserve de certaines conditions.<sup>1</sup>

### b) Offre publique

Le 3 décembre 2013, la Société a conclu une offre publique de 18 400 000 unités d'Acasti (« unités ») au prix de 1,25 USD chacune, pour un produit brut de 24 492 700 \$ (23 000 000 USD). Chaque unité est composée d'une action de catégorie A et d'un bon de souscription d'actions ordinaires d'Acasti. Chaque bon de souscription confère à son détenteur le droit d'acquérir une action ordinaire d'Acasti au prix d'exercice de 1,50 USD par action, sous réserve de rajustement, à tout moment jusqu'au 3 décembre 2018.

Les bons de souscription faisant partie des unités sont désignés comme un passif dérivé (« passifs dérivés liés aux bons de souscription ») à des fins comptables en raison de la monnaie dans laquelle est libellé le prix de l'exercice qui diffère de la monnaie fonctionnelle de la Société. Le produit de l'offre doit être réparti entre les passifs dérivés liés aux bons de souscription et les actions de catégorie A classées dans les capitaux propres au moment de l'émission des unités. La juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription au moment de l'émission était 10 674 045 \$ et la valeur résiduelle du produit a été attribué aux actions de catégorie A. Le total des frais d'émission reliés à cette transaction s'élève à 2 539 500 \$. Les frais d'émission ont été attribués entre les bons de souscription et les et les actions de catégorie A selon leur valeur relative. La portion attribuée aux bons de souscription a été comptabilisée dans les charges financières alors que la portion attribuée aux actions de catégorie A a été comptabilisée en réduction des capitaux propres.

La juste valeur des bons de souscription de l'offre publique 2014 a été estimée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	28 février 2015	28 février 2014
Prix d'exercice	1,50 USD	1,50 USD
Prix de l'action	0,55\$	1,27\$
Dividende	-	_
Taux d'intérêt sans risque	1,20 %	1,41 %
Durée estimative	3,76 ans	4,76 ans
Volatilité prévue	62,94 %	66,47 %

La juste valeur des bons de souscription a été déterminée à 0,13 \$ par bon de souscription au 28 février 2015 (0,61 \$ par bon de souscription au 28 février 2014). Les variations de la juste valeur des bons de souscription ont été comptabilisées dans les produits financiers ou les charges financières.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Aucune émise et en circulation

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 11. Capital et autres composantes des capitaux propres (suite)

### c) Placement privé 2014

Le 7 février 2014, la Société a conclu un placement privé pour un produit brut de 2 150 000 \$ avec Le Fonds d'Investissement RÉA II Fiera Capital Inc. pour 1 616 542 unités au prix de 1,33 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action de catégorie A et d'un bon de souscription d'actions ordinaires d'Acasti. Chaque bon de souscription confère à son détenteur le droit d'acquérir une action ordinaire d'Acasti au prix d'exercice de 1,60 \$ l'action visée par un bon de souscription, sous réserve de rajustement, à tout moment jusqu'au 3 décembre 2018. Les actions de catégorie A et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres à des fins comptables. Le produit a été attribué aux capitaux propres. Le total des frais d'émission reliés à cette transaction s'élève à 82 395 \$ et a été comptabilisé en réduction des capitaux propres.

#### (d) Bons de souscription

Les bons de souscription de la Société se détaillent comme suit aux 28 février 2015, 2014 et 2013 :

	2	8 février, 2015		28 février, 2014
	Nombre en circulation	Valeur	Nombre en circulation	Valeur
Passif				
Bons de souscription de l'offre publique de série 8 b)	18 400 000	2 357 408 \$	18 400 000	11 181 475 \$
	18 400 000	2 357 408	18 400 000	11 181 475
Capitaux propres				
Bons de souscription de placement privé				
de série 9 Placement privé 2014 c)	1 616 542	_	1 616 542	_
de série 6, expirés sans être exercés le 10 février, 2015	-	_	375 000	306 288
de série 7, expirés sans être exercés le 10 février, 2015	_	_	375 000	100 399
	1 616 542	- \$	2 366 542	406 687 \$
				28 février, 2013
	Nombre		Nombre	
	en circulation	Valeur	en circulation	Valeur
Passif				
Bons de souscription de l'offre publique de série 8 b)			_	- \$
			_	_
Capitaux propres				
Bons de souscription de série 4			5 432 350	_
Bons de souscription de placement privé				
de série 9 Placement privé 2014 c)			_	_
de série 6			375 000	306 288
de série 7			375 000	100 399
			6 182 350	406 687 \$

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 12. Charges liées au personnel

	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1 618 049 \$	1 368 141 \$	1 486 391 \$
Rémunération fondée sur des actions	1 553 543	3 423 243	1 871 224
	3 171 592 \$	4 791 384 \$	3 357 615 \$

La rémunération fondée sur des actions n'inclut pas la rémunération des consultants. Pour l'exercice terminé le 28 février 2015, la rémunération fondée sur des actions à des consultants est néant (18 476 \$ en 2014 et 45 993 \$ en 2013).

## 13. Produits financiers et charges financières

#### a) Produits financiers

	28 février	28 février	28 février
	2015	2014	2013
Produits d'intérêts	87 009 \$	32 256 \$	47 241 \$
Gain de change	1 832 721	781 586	42 817
Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés			
aux bons de souscription (note 11 b))	8 824 067	-	_
	10 743 797 \$	813 842 \$	90 058 \$

#### b) Charges financières

	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2013
Charges d'intérêts Frais d'émission des bons de souscription (note 11b)) Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés	(4 060) \$ -	(975) \$ (1 117 380)	(2 685)\$ -
aux bons de souscription (note 11 b))	_	(507 430)	_
	(4 060) \$	(1 625 785) \$	(2 685) \$

#### 14. Paiement fondé sur des actions

Au 28 février 2015, la Société avait conclu les accords de paiement fondé sur des actions suivants :

a) Régime d'options d'achat d'actions de la Société

La Société a instauré un régime d'intéressement au capital à l'intention des administrateurs, dirigeants, employés et consultants du groupe. Le régime vise l'octroi d'options d'achat d'actions de catégorie A. Le prix d'exercice des options octroyées en vertu de ce régime n'est pas inférieur au cours de clôture des actions cotées la veille de l'octroi. En vertu de ce régime, le nombre maximal d'options pouvant être émises est 10 % des actions de catégorie A d'Acasti détenues par des actionnaires publics. Les conditions d'acquisition et de levée des options sont fixées par le conseil d'administration, sous réserve, entre autres, que les options ne peuvent avoir une durée excédant dix ans et qu'elles doivent avoir des conditions non moins restrictives qu'une période minimale d'acquisition de droits de 18 mois, avec acquisition graduelle et égale du droit de levée au moins sur une base trimestrielle. Le nombre total d'options sur actions émises en faveur d'une seule personne est limitée à 5 % du total des actions ordinaires de la Société émises et en circulation par année. Ce pourcentage est limité à 2 % par consultant.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 14. Paiement fondé sur des actions (suite)

a) Régime d'options d'achat d'actions de la Société (suite)

Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options sur actions se présentent comme suit :

	Exercice terminé le 28 février 2015			terminé le ier 2014
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	1,57 \$	4 911 000	1,55 \$	5 216 250
Attribuées	0,95	512 500	2,23	297 500
Exercées	0,25	(200 000)	1,37	(296 500)
Renoncées	1,49	(227 250)	2,06	(306 250)
Échues	1,80	(100 000)	_	_
Cancellées (note 18)	1,75	(600 000)	-	_
En circulation à la fin de l'exercice	1,53 \$	4 296 250	1,57 \$	4 911 000
Exerçables à la fin de l'exercice	1,55 \$	3 320 375	1,39 \$	3 412 165

	Exercice terminé le 28 février 2013		
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	
En circulation au début de l'exercice	1,15 \$	3 347 500	
Attribuées	2,14	2 350 000	
Exercées	1,20	(117 500)	
Renoncées	1,80	(363 750)	
En circulation à la fin de l'exercice	1,55 \$	5 216 250	
Exerçables à la fin de l'exercice	1,14 \$	2 421 832	

				2015
	Options	s en circulation	Option	ns exerçables
	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être
Prix d'exercice	à courir	en circulation	\$	exercées
0,25 \$ - 1,00 \$	3,93	662 500	0,25	432 500
1,01 \$ - 1,50 \$	1,46	1 891 250	1,39	1 561 875
1,51 \$ - 2,00 \$	1,88	15 000	1,75	7 500
2,01 \$ - 2,50 \$	1,89	1 672 500	2,13	1 264 750
2,51 \$ - 2,75 \$	0,82	55 000	2,75	53 750
	2,00	4 296 250	1,55	3 320 375

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 14. Paiement fondé sur des actions (suite)

a) Régime d'options d'achat d'actions de la Société (suite)

La juste valeur des options octroyées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours des exercices terminés en :

	2015	2014	2013
Prix d'exercice	0,95\$	2,23 \$	2,14\$
Prix de l'action	0,92 \$	1,88 \$	2,13 \$
Dividende	_	_	-
Taux d'intérêt sans risque	1,14 %	1,11 %	1,32 %
Durée estimative	3,00 ans	2,49 ans	4,04 ans
Volatilité prévue	60,34 %	64,81 %	71,48 %

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées à des salariés au cours de l'exercice terminé le 28 février 2015 est de 0,35 \$ (0,67 \$ en 2014 et 1,14 \$ en 2013). Aucune option n'était octroyée à des non-salariés au cours des exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013.

Le prix moyen pondéré de l'action à la date de l'exercice des options exercées durant l'exercice terminé le 28 février 2015 est de 0,92 \$ par action (3,77 \$ en 2014 et 2,44 \$ en 2013). La Société a estimé que 50 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement la Société (49 % en 2014 et 50 % en 2013), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'action de 525 826 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (501 479 \$ en 2014 et 977 690 \$ en 2013).

b) Régime incitatif à base de titres de capitaux propres de la Société

La Société a établi un régime incitatif à base de titres de capitaux propres pour les employés, administrateurs et consultants du groupe. Le régime prévoit l'émission d'unités d'actions avec restrictions, d'unités d'actions liées au rendement, d'actions avec restrictions, d'unités d'actions différées et d'autres formes d'attributions fondées sur des actions, sous réserve des conditions restrictives pouvant être déterminées par le Conseil d'administration. Lorsque les conditions restrictives sont remplies, le cas échéant, le régime prévoit le règlement des attributions en circulation sous forme d'actions.

Les Unités APO s'acquièrent graduellement dans le temps mais sont assujettis à une date d'expiration ne dépassant pas le 15 janvier 2017, à un rythme spécifique en fonction de la catégorie de chaque détenteur. La juste valeur des Unités APO correspond au prix de l'action à la date de l'octroi et est comptabilisée comme rémunération à base d'actions, dans le surplus d'apport, sur la période d'acquisition. La juste valeur des Unités octroyées est de 2,89 \$ par unité.

Le nombre des Unités APO se présentent comme suit :

	2015	2014
En circulation au début de l'exercice	775 001	_
Attribués	_	1 060 000
Libérés	(381 833)	(259 249)
Renoncés	(18 334)	(25 750)
Cancellés (note 18)	(190 834)	_
En circulation à la fin de l'exercice	184 000	775 001

La Société a estimé que 43 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement la Société (44% en 2014), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'action de 466 370 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (745 556 \$ en 2014).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 14. Paiement fondé sur des actions (suite)

### c) Régime d'intéressement au capital de Neptune

Neptune a instauré différents régimes de rémunération à base d'actions à l'intention des administrateurs, dirigeants, employés et consultants qui fournissent des services à l'intérieur de son groupe d'entreprises, incluant la Société. La Société constate à titre de rémunération à base d'actions une partie de la dépense enregistrée par Neptune, selon la proportion des services rendus qui sont fournis directement à la Société par les bénéficiaires.

### (i) Options d'achat d'actions de Neptune :

Durant l'exercice terminé le 28 février 2015, Neptune a octroyé 2 805 000 options sur ses propres actions à des employés du groupe (1 640 000 en 2014 et 5 520 000 en 2013). Les options octroyées deviendront graduellement susceptibles d'exercice sur une période de 18 mois sous réserve de service continu. La juste valeur des options octroyées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

2015	2014	2013
2,36 \$	3,11 \$	3,23 \$
2,32 \$	2,94 \$	3,06 \$
_	-	_
1,04 %	0,50 %	1,15%
2,79 ans	1,99 ans	2,71 ans
58,42 %	64,42 %	65,18 %
	2,36 \$ 2,32 \$ - 1,04 % 2,79 ans	2,36 \$ 3,11 \$ 2,32 \$ 2,94 \$  1,04 % 0,50 % 2,79 ans 1,99 ans

La juste valeur pondérée des options octroyées au cours de l'exercice terminé le 28 février 2015 est de 0,88 \$ (0,84 \$ en 2014 et 1,15 \$ en 2013). La Société a estimé que 5 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement à la Société (18% en 2014 et 13 % en 2013), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'actions de 72 112 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (782 285 \$ en 2014 et 663 484 \$ en 2013).

# (ii) Régime incitatif à base de titres de capitaux propres de Neptune :

Neptune a établi un régime incitatif à base de titres de capitaux propres pour les employés, administrateurs et consultants du groupe. Le régime prévoit l'émission d'unités d'actions avec restrictions, d'unités d'actions liées au rendement, d'actions avec restrictions, d'unités d'actions différées et d'autres formes d'attributions fondées sur des actions, sous réserve des conditions restrictives pouvant être déterminées par le Conseil d'administration. Lorsque les conditions restrictives sont remplies, le cas échéant, le régime prévoit le règlement des attributions en circulation sous forme d'actions.

Les Unités de Neptune s'acquièrent graduellement dans le temps mais sont assujettis à une date d'expiration ne dépassant pas le 15 janvier 2017, à un rythme spécifique en fonction de la catégorie de chaque détenteur. La juste valeur des Unités de Neptune correspond au prix de l'action à la date de l'octroi et est comptabilisée comme rémunération à base d'actions, dans le surplus d'apport, sur la période d'acquisition. La juste valeur des Unités octroyées est de 3,32 \$ par unité.

La Société a estimé que 35 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement la Société (30% en 2014), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'action de 337 061 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (832 261 \$ en 2014).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 14. Paiement fondé sur des actions (suite)

- c) Régime d'intéressement au capital de Neptune (suite)
  - (iii) Bons de souscription et options d'achat d'actions de NeuroBioPharm Inc. détenus par Neptune :

Le 20 février, 2015, Neptune et NeuroBioPharm ont conclu une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux termes de laquelle Neptune a fait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de NeuroBioPharm. Les porteurs d'options, de bons de souscription ou d'options d'achat d'actions convertibles en actions de catégorie A de NeuroBioPharm conserveront le droit de recevoir des actions ordinaires de Neptune à l'exercice de ces titres aux termes de droits équivalents, qui auront été ajustés conformément à l'arrangement pour rendre compte du taux de conversion des actions ordinaires de catégorie A de NeuroBioPharm de 21,5.

La charge de rémunération à base d'action comptabilisée pour les services rendus à la Société représente un montant de 737 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (2 969 \$ en 2014 et 24 415 \$ en 2013).

#### (iv) Bons de souscription d'Acasti détenus par Neptune :

Durant les exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013, Neptune n'a octroyé aucuns droits sur des bons de souscription d'Acasti qu'elle détenait à des employés du groupe. Les droits octroyés durant l'exercice terminée le 29 février 2012 s'acquéraient graduellement jusqu'au 10 février 2015 et pouvaient être exercés à un prix moyen pondéré de 1,42 \$ par action, sous réserve de service continu ou, pour les administrateurs, d'avoir cumulé quatre années de service.

La Société a estimé que 100 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement la Société (100 % en 2014 et 88 % en 2013), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'action de néant pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (1 471 \$ en 2014 et 144 438 \$ en 2013).

#### (v) Options d'achat d'actions d'Acasti détenues par Neptune :

Durant l'exercice terminé le 28 février 2014, Neptune a octroyé 1 975 000 options d'achats d'actions d'Acasti à des employés du groupe (2 345 000 en 2013). Aucun octroi en 2015. La juste valeur des options d'achats d'actions octroyés a été estimée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	2014	2013
Prix d'exercice	3,00\$	2,75 \$
Prix de l'action	2,89\$	2,69 \$
Dividende	-	_
Taux d'intérêt sans risque	1,26 %	1,13 %
Durée estimative	2,45 ans	2,89 ans
Volatilité prévue	62,63 %	82,25 %

La juste valeur pondérée des options d'achats d'actions octroyées à des salariés durant l'exercice terminé le 28 février 2014 est de 1,08 \$ par action (1,39 en 2013). La Société a estimé que 35 % des services rendus au groupe d'entreprises par ces employés bénéficiaient directement la Société (36 % en 2014 et 26 % en 2013), représentant ainsi une charge de rémunération à base d'action de 141 490 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (562 407 \$ en 2014 et 107 190 \$ en 2013).

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 14. Paiement fondé sur des actions (suite)

# d) Régime d'intéressement à base d'actions de NeuroBioPharm

NeuroBioPharm avait établi un régime d'intéressement à base d'actions pour les employés, administrateurs et consultants de NeuroBioPharm. Le régime prévoyait l'émission d'attributions à base d'actions, sous réserve des conditions restrictives pouvant être déterminées par le Conseil d'administration. Lorsque les conditions restrictives sont remplies, le cas échéant, le régime prévoit le règlement des attributions sous forme d'actions.

Selon la convention d'arrangement avec Neptune du 20 février 2015, toutes les attributions à base d'actions ont été libérées de façon accélérées et donc il n'y avait aucune attribution en circulation au 28 février 2015. La charge de rémunération à base d'actions reliée à ce régime était aussi accélérée. La charge de rémunération à base d'action comptabilisée pour les services rendus à la Société représente un montant de 9 947 \$ pour l'exercice terminé le 28 février 2015 (13 291 \$ en 2014 et néant en 2013).

### 15. Résultat par action

Le calcul du résultat par action de base au 28 février 2015 est fondé sur la perte attribuable aux détenteurs d'actions de catégorie A de 1 654 724 \$ (11 611 649 \$ en 2014 et 6 892 360 \$ en 2013) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 106 177 039 (84 368 933 et 2014 et 72 754 436 en 2013).

La perte diluée par action équivalait au même montant que la perte de base par action étant donné que les options, les unités et les bons de souscription auraient un effet antidilutif puisque la Société a subi des pertes au cours de chacun des exercices présentés. Toutes les options, les unités et les bons de souscription en cours pourraient avoir un effet de dilution dans le futur.

#### 16. Impôt sur les bénéfices

Charge d'impôt différé

	2015	2014	2013
Naissance et renversement des différences temporaires	2 221 229 \$	1 932 370 \$	1 235 673 \$
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	(2 221 229)	(1 932 370)	(1 235 673)
Charge des impôts différés	- \$	- \$	- \$

### Rapprochement du taux d'impôt effectif

	2015	2014	2013
	(4.67.470.4)	(*** 6*** 6***) *	(5.000.050) 4
Perte avant impôts	(1 654 724) \$	(11 611 649)\$	(6 892 360) \$
Impôt au taux statutaire combiné canadien de 26,9 %	(445 121) \$	(3 123 534)\$	(1 854 045)\$
Augmentation découlant de :			
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	2 221 229	1 932 370	1 235 673
Rémunération à base d'actions non déductible	417 903	925,823	515 732
Changement dans la juste valeur non déductible	(2 373 674)	136 499	_
Écarts permanents et autres	179 663	128 842	102 640
Charge des impôts	- \$	- \$	- \$

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 16. Impôt sur les bénéfices (suite)

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Les actifs d'impôt différé aux 28 février 2015 et 2014 ne sont pas reflétés dans ces états financiers parce que les critères de constatation de ces actifs n'étaient pas respectés. Ils se résument comme suit :

	2015	2014
Dantas fisaslas nanautás	4 402 000 Ć	2 20F 000 ¢
Pertes fiscales reportées  Charges de recherche et de développement	4 492 000 \$ 3 332 000	3 295 000 \$ 2 196 000
Immobilisations incorporelles et corporelles	282 000	240 000
Autres écarts temporaires déductibles	441 000	594 000
Actifs d'impôt différé non comptabilisés	8 547 000 \$	6 325 000 \$

Au 28 février 2015, les montants et les dates d'expiration des attributs fiscaux susceptibles de réduire le revenu imposable des exercices futurs se résument comme suit :

	Fédéral	Provincial
Dowless was a stable as		
Pertes reportables	74.4.000 Å	744000
2029	714 000 \$	714 000 \$
2030	1 627 000	1 621 000
2031	2 071 000	2 063 000
2032	2 262 000	2 241 000
2033	1 854 000	1 825 000
2034	3 597 000	3 597 000
2035	4 600 000	4 600 000
	16 725 000 \$	16 661 000 \$
Charges de recherche et de développement, sans limite de temps	11 900 000 \$	13 003 000 \$
Autres écarts temporaires déductibles, sans limite de temps	2 687 000 \$	2 687 000 \$

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 17. Instruments financiers

Cette note fournit des informations concernant la nature et l'étendue de l'exposition au risque de la Société relativement aux instruments financiers qu'elle détient, incluant le risque de crédit, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité, ainsi que la façon dont la Société gère ces risques.

### a) Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque que survienne une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles, et il résulte essentiellement des comptes clients de la Société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de sa trésorerie et des placements à court terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières canadiennes de renom. La valeur comptable des actifs financiers de la Société, qui sont présentés aux états de la situation financière, représente le montant du risque de crédit de la Société à la date du bilan. Ce montant, comptes clients compris, fluctue tout au long de l'exercice. Il est possible que la moyenne des comptes clients et du montant du risque de crédit de la Société pour une période intermédiaire en dépasse le solde à la date des états de la situation financière.

Le risque de crédit inhérent aux comptes clients de la Société est concentré puisqu'elle réalise la majeure partie de ses ventes auprès d'un client. Au 28 février 2015, l'ensemble de ses comptes clients étaient exigibles auprès d'un débiteur. La plupart des ventes sont assorties de modalités exigeant leur règlement dans les délais normaux propres à nos secteurs d'activité. Un client représente 100 % du total des comptes clients inclus dans les débiteurs au 28 février 2015 et 2014.

La plupart des clients de la Société sont des distributeurs pour un territoire déterminé et sont des entreprises privées. Le profil et la solvabilité des clients de la Société varient grandement d'un client à l'autre. Si la situation financière d'un client se détériore, la Société pourrait être obligée de limiter ou de rompre les activités avec celui-ci, d'assumer un risque de crédit plus important à l'égard des achats futurs de ce client ou de comptabiliser des créances irrécouvrables à son égard. Ces changements risquent d'avoir un effet défavorable important sur les activités de la Société, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie.

Sauf dans des circonstances exceptionnelles, les clients ne fournissent pas de garantie en échange du crédit qu'ils obtiennent. Les débiteurs exigibles auprès des clients sont couverts par une assurance, le total assuré se situant habituellement à 100 % du montant de la facturation, à l'exception de certains clients qui font l'objet d'ententes spécifiques. Les renseignements obtenus auprès de la compagnie d'assurance sont le principal élément pris en compte dans le processus d'établissement des limites de crédit.

L'octroi de crédit aux clients est un exercice hautement subjectif et repose sur une évaluation de la situation financière de chaque client et de son dossier de paiement. La Société a instauré divers contrôles afin d'atténuer le risque de crédit, incluant une analyse de crédit auprès d'assureurs qui recommandent des limites de crédit et des modalités de paiement que la direction des finances de la Société examine et approuve. La direction des finances passe régulièrement en revue les montants maximaux que les assureurs acceptent d'assurer pour chacun de nos clients. Un processus d'examen similaire aux clients réguliers est employé à l'égard des nouveaux clients. La Société a également établi des procédures de contrôle afin de demander des approbations de la haute direction, lorsqu'un client a utilisé la totalité du crédit qui lui a été accordé par les assureurs et qu'il demande l'envoi de marchandises. À l'occasion et lorsque les circonstances le justifient, la Société et ses clients concluent des opérations qui sont réglées par anticipation.

Même si les contrôles et procédés qu'emploie la Société en matière de crédit atténuent le risque de crédit, ils ne peuvent pas l'éliminer complètement et rien ne garantit qu'ils demeurent efficaces ou que les pertes sur créances de la Société continueront d'être peu élevées.

La Société ramène un compte client à sa valeur de réalisation prévue dès qu'elle détermine qu'elle ne pourra en recouvrer le plein montant et impute une telle réduction de valeur à ses résultats, sauf si une provision pour créances douteuses a été constituée dans des exercices antérieurs, auquel cas le montant de dépréciation est porté en réduction de cette provision. La Société revoit le montant de cette provision en s'appuyant sur une évaluation de la recouvrabilité des comptes clients à chaque date de bilan, tenant compte à cette fin des montants en souffrance et de toute information suggérant qu'un client éprouve des problèmes de liquidité ou que la poursuite de ses activités est menacée.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 17. Instruments financiers (suite)

### a) Risque de crédit (suite)

Aux 28 février 2015 et 2014, le classement chronologique des comptes clients et la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit :

	2015	2014
	•	105.010.6
Courant	- \$	196 010 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	226 628	_
En souffrance depuis 31 à 120 jours	_	24 006
En souffrance depuis 121 à 180 jours	89 325	177 682
Comptes clients	315 953	397 698
Moins provision pour créances douteuses	(65 640)	(2 570)
	250 313 \$	395 128 \$

La provision pour créances douteuses est surtout pour les comptes clients en souffrance depuis plus de 121 jours.

Au cours de l'exercice terminé le 28 février 2015, la Société a comptabilisé une dépense de créances douteuses de 63 070 \$ (néant en 2014) reliée à un client important, pour lequel le compte client total dû au 28 février 2015 est de 315 953 \$.

L'évolution de la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs est comme suit :

	28 février	28 février	
	2015	2014	
Solde au début de l'exercice	2 570 \$	2 570 \$	
Créances douteuses	66 161	_ `	
Radiation affectée en réduction de la provision	(3 091)	_	
Solde à la fin de l'exercice	65 640 \$	2 570 \$	

### b) Risque de change

La Société est exposée au risque financier découlant de la fluctuation des taux de change étrangers et du degré de volatilité de ces taux. Le risque de taux de change étranger est limité à la partie des transactions d'affaires de la Société libellées en devises autres que le dollar canadien. Des fluctuations relatives aux taux de change pourraient causer des fluctuations imprévues des résultats d'exploitation de la Société.

Tous les produits de la Société sont libellés en dollars américains. Une portion des dépenses surtout reliées aux contrats de recherche est libellée en dollar américain. Il existe un risque financier en raison des fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 17. Instruments financiers (suite)

b) Risque de change (suite)

Le tableau suivant indique les principaux éléments qui ont été exposés au risque de change, tel que présenté en dollars canadiens aux dates suivantes :

	28 février 2015	28 février 2014
	\$ US	\$ US
Trésorerie	1 102 908	360 691
Placements à court terme	15 007 176	15 504 707
Clients et autres débiteurs	250 313	397 743
Fournisseurs et autres créditeurs	(398 648)	(260 218)
	15 961 749	16 002 923

Les taux de change qui suivent ont été appliqués aux exercices suivants :

		28 février 2015		28 février 2014
		Taux de clôture en date de la situation		Taux de clôture en date de la situation
	Taux moyen	financière	Taux moyen	financière
\$ US - \$ CAD	1,1266	1,2503	1,0466	1,1074

Compte tenu des positions en devises de la Société indiquées ci-dessus et en supposant que toutes les autres variables sont demeurées inchangées, toute variation de taux de change présentée dans le tableau précédent à la suite d'un renforcement de 5 % du dollar américain aurait augmenté le bénéfice net comme suit :

	28 février	28 février
	2015	2014
	\$ US	\$ US
Augmentation du bénéfice net	638 317	722 545

Un recul hypothétique des devises étrangères de 5 % aurait eu un effet égal, mais opposé, en supposant que toutes les autres variables soient demeurées les mêmes.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 17. Instruments financiers (suite)

### c) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt aux 28 février 2015 et 2014 est comme suit :

Trésorerie	Taux d'intérêt fixe à court terme
Placements à court terme	Taux d'intérêt fixe à court terme

La capacité de la Société d'obtenir des rendements équivalents pour les sommes à court terme réinvesties dépendra de la variation des taux d'intérêt fixes à court terme offerts sur le marché. La direction estime que le risque que la Société subisse une perte en raison de la baisse de la juste valeur de ses placements à court terme est limité puisque ces placements à court terme sont assortis d'échéances à court terme et qu'ils sont habituellement détenus jusqu'à leur échéance.

### d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leurs échéances. La Société gère le risque de liquidité par le biais de la structure financière de son levier financier, tel qu'il est indiqué à la note 20. Elle gère également le risque de liquidité en assurant la surveillance continue des flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation de la Société, et examine les principales transactions effectuées en dehors des activités normales.

Ce qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers aux 28 février 2015 et 2014.

					28 février 2015
Montants exigibles par an		Valeur	Moins	1 à	Plus de
(en milliers de dollars)	Total	comptable	d'un an	5 ans	5 ans
Fournisseurs et autres créditeurs	1 084 \$	1 084 \$	1 084 \$	- \$	- \$
À payer à la société mère	538	538	538	_	-
	1 622 \$	1 622 \$	1 622 \$	- \$	- \$

					28 février 2014
Montants exigibles par an		Valeur	Moins	1 à	Plus de
(en milliers de dollars)	Total	comptable	d'un an	5 ans	5 ans
Fournisseurs et autres créditeurs	1 171 \$	1 171 \$	1 171 \$	- \$	- \$

Les passifs dérivés liés aux bons de souscription sont exclus des tableaux ci-dessus puisqu'ils seront réglés en actions et non en liquidités.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

### 17. Instruments financiers (suite)

#### e) Placements à court terme

Au 28 février 2015, les placements à court terme comprenant des dépôts à terme sont souscrits auprès d'une institution financière canadienne disposant d'une cote de crédit élevée. Les placements à court terme incluent deux placements qui viennent à échéance entre le 30 juin 2015 et le 2 septembre 2015, portant intérêt au taux de 0,15 % à 1,05 % par année, encaissables en tout temps à la discrétion de la Société, sous certaines conditions.

Au 28 février 2014, les placements à court terme comprenant des dépôts à terme sont souscrits auprès d'une institution financière canadienne disposant d'une cote de crédit élevée. Les placements à court terme incluent quatre placements qui viennent à échéance entre le 8 mai 2014 et le 18 février 2015, portant intérêt au taux de 0,15 % à 1,15 % par année, encaissables en tout temps à la discrétion de la Société, sous certaines conditions.

#### 18. Engagements et éventualités

#### Contrat de licence

La Société s'était initialement engagée à verser à Neptune, jusqu'à l'expiration des brevets de Neptune sur la propriété intellectuelle autorisée, une redevance relativement aux ventes de produits dans le champ d'application de la licence. En 2014, la Société a exercé son option conformément au contrat de licence de payer par anticipation la totalité des redevances futures payables en vertu du contrat de licence par l'émission à Neptune 6 750 000 actions de Catégorie A, à un prix de 2,30 \$ par action.

La valeur du paiement par anticipation, déterminée avec l'assistance de spécialistes externes en évaluation, selon la formule du calcul stipulée dans le contrat de licence (ajustée pour refléter les redevances accumulées de 395 068 \$ du 4 décembre, 2012, la date à laquelle la Société a conclu la convention de paiement par anticipation, au 12 juillet 2013, la date de l'émission des actions) d'un montant de 15 129 932 \$ a été comptabilisé comme un actif incorporel. Les actions émises à la suite de cette transaction correspondent à une augmentation du capital social de 15 525 000 \$, déduction faite de 29 000 \$ de frais d'émission d'actions. La Société n'a plus d'obligation contractuelle de paiement de redevances en vertu du contrat de licence.

# Frais de recherche et de développement

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des accords avec divers partenaires et fournisseurs les obligeant à réaliser des projets de recherche ainsi qu'à fabriquer et à commercialiser certains produits. La Société a conservé certains droits relativement à ces projets.

La Société a entrepris des projets de recherche et de développement qui seront réalisés pendant une période de 12 à 24 mois pour un coût total de 10 562 442 \$, dont une tranche de 6 299 274 \$ a été payée jusqu'à maintenant. Au 28 février 2015, un montant de 432 446 \$ est inclus dans le poste « Fournisseurs et autres créditeurs » à l'égard de ces projets.

# Éventualités

i. Le 29 mai 2014, Neptune et ses filiales, incluant la Société, se sont vu signifier une requête introductive d'instance par M. Henri Harland, ancien Président et Chef de la direction de Neptune et de ses filiales ayant démissionné de toutes ses fonctions le 25 avril 2014. M. Harland allègue dans sa requête qu'on l'a forcé à démissionner et réclame, entre autres, de Neptune et de ses filiales l'application des clauses pertinentes de son contrat d'emploi, environ 8 500 000 \$ et 500 000 actions de chacune des trois sociétés, soit Neptune, Acasti et NeuroBioPharm , ainsi que deux blocs de 1 000 000 d'options d'achat chacun visant les actions d'Acasti et de NeuroBioPharm détenues par Neptune. Neptune et ses filiales croient que la requête telle qu'elle a été formulée est non fondée et sans motif. Le 11 décembre 2014, Neptune, Acasti et NeuroBioPharm ont déposé leur plaidoierie et demandes reconventionnelles alléguant entre autres choses que le contrat de M. Harland était nul et non avenu et que rien ne lui était dû des suites de sa démission. Si le tribunal déterminait que le contrat est néanmoins valide, la position de Neptune et de ses filiales, comme mentionnée dans la plaidoirie et la demande reconventionnelle, consisterait à affirmer que des preuves suffisantes ont été mises en lumière après la démission de M. Harland pour mener à un congédiement justifié et que, encore une fois, aucune somme n'est due au demandeur. La date du procès n'a pas été établie. Tous les paiements fondés sur des actions non encore réglés en faveur de M. Harland ont été annulés au cours de l'exercice terminé le 28 février 2015. À la date de publication de ces états financiers, aucune entente à ce sujet n'avait été conclue, et aucune provision n'avait été constituée dans les états financiers à l'égard de cette requête. Neptune et ses filiales ont également déposé une autre requête visant à recouvrer certains montants auprès de M. Harland.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

# 18. Engagements et éventualités (suite)

Éventualités (suite)

ii. Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à diverses réclamations et poursuites. Bien que, au 28 février 2015, l'issue de ces causes en suspens ne peut être établie avec certitude, d'après les informations actuellement à sa disposition, la direction est d'avis que l'issue définitive de ces affaires, prises individuellement et collectivement, n'aura pas une incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société ou sur les tendances générales visant le résultat d'exploitation.

#### 19. Détermination de la juste valeur

Plusieurs des méthodes comptables et informations de la Société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après.

Actifs et passifs financiers et non-financiers:

En déterminant la juste valeur, la Société utilise des données observables, basées sur les différents niveaux qui, sont définies comme suit :

- Niveau 1 : Ce niveau représente les données observables comme les prix cotés sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : Ce niveau représente les données d'entrée autre que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Ce niveau représente les données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observable, ou alors le sont seulement dans une très faible mesure, ce qui oblige les entités à établir leurs propres hypothèses.

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses éléments d'actif et de passif financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur en raison des courtes durées de ces instruments.

Passifs dérivés liés aux bons de souscription

La Société détermine la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription sur une base récurrente. Ces passifs financiers ont été évalués en utilisant des données de Niveau 3. Les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription sont décrites à la note 11 b).

Une augmentation ou une diminution de 5% dans l'hypothèse de volatilité, qui est la donnée d'entrée non observable importante utilisée pour estimer la juste valeur résulterait en une perte de 414 116 \$ ou un gain de 406 485 \$, respectivement.

Le rapprochement de l'évaluation de la juste valeur des passifs financiers de niveau 3 pour l'exercice terminé le 28 février 2015 et 2014 est présenté ci-dessous :

	2015	2014
Solde – début de l'exercice	11 181 475 \$	<b>-</b> \$
Comptabilisation des passifs dérivés liés aux bons de souscription	-	10 674 045
Variation de la juste valeur des passifs dérivés liés aux bons de souscription (note 11 b))	(8 824 067)	507 430
Solde de clôture	2 357 408 \$	11 181 475 \$

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur des transactions dont le paiement est fondé sur des actions est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données d'évaluation comprennent le prix des actions à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue (fondée sur la volatilité historique moyenne pondérée, la durée de vie moyenne pondérée attendue des instruments (fondée sur l'expérience historique et le comportement général du porteur de l'option), les dividendes attendus et le taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État). La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché, le cas échéant, dont sont assorties les options.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 28 février 2015, 2014 et 2013

#### 20. Gestion du capital

Depuis le début de ses activités, l'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de financer des activités de recherche et de développement, ses frais généraux et administratifs, ceux liés à la protection de sa propriété intellectuelle et ses dépenses en immobilisations. La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités de réglementation ou des tierces parties concernant son capital.

Depuis le début de ses activités, la Société a financé ses besoins en liquidités par les fonds provenant d'une offre publique, un placement privés, auprès de sa société mère par l'exercice de bons de souscription qui avaient été distribués aux actionnaires de la société mère, par la distribution de droits et par l'émission des options d'achat d'actions à ses employés. La Société tente d'optimiser ses liquidités par des sources non dilutives, si possible, telles que les crédits d'impôt à la recherche et au développement.

La Société définit le capital de sorte qu'il englobe le total des capitaux propres et les passifs dérivés reliés aux bons de souscription.

La politique de la Société est de maintenir son niveau de dette au minimum.

Au 28 février 2015, la trésorerie s'élève à 1 310 556 \$, les placements à court terme s'élèvent à 17 071 344 \$ et les crédits d'impôt à recevoir à 419 992 \$, soit une somme totale de 18 801 892 \$.

#### 21. Informations sectorielles

La Société compte un secteur d'activité isolable : développer et commercialiser des applications pharmaceutiques découlant de ses droits sous licence pour les maladies cardiovasculaires.

La majorité les actifs de la Société sont situés au Canada.

Les ventes de la Société se répartissent selon la région de domiciliation du client. Durant l'exercice terminé le 28 février 2015 et 2014, toutes les ventes s'effectuent aux États-Unis. Toutes les ventes durant l'exercice terminé le 28 février 2013, mise à part la vente d'un montant de 41 000 \$ faite à Neptune, s'effectuent aux États-Unis.

Durant l'exercice terminé le 28 février 2015, la Société a réalisé des ventes s'élevant à 224 324 \$ (473 180 \$ en 2014 et 640 975 \$ en 2013) auprès d'un client, représentant 83% des ventes (94 % en 2014 et 89 % en 2013).

## 22. Événement postérieur à la date de clôture

Le 29 avril 2015, la Société a annoncé le départ de M. André Godin en tant que Chef de la Direction Financière d'Acasti.